

Développement durable

L'agroalimentaire : jeune pousse de l'efficacité énergétique

Une centaine d'entreprises agroalimentaires ont été interrogées pour déterminer leur « maturité énergétique ». Résultat : il y a encore de la marge de manœuvre !

« **P**eut mieux faire », c'est en résumé le constat doux-amer de l'enquête du cabinet Okavango sur la maturité énergétique des industries agroalimentaires françaises. Une centaine d'entreprises questionnées pour évaluer le niveau d'implication des IAA dans le domaine de l'efficacité énergétique. « *Les industriels ont tous ou presque lancé des actions dans le domaine*, note Jean-Pierre Riche, président du cabinet de conseil en environnement. *Pourtant les résultats ne sont pas encore à la hauteur des ambitions* ».

Entre la prise de conscience et la véritable mise en œuvre d'une stratégie de gestion de l'énergie, il y a un col que les industries agroalimentaires ne semblent pas encore avoir franchi. Ainsi, 40 % des entreprises interrogées ont le sentiment de ne pas bien maîtriser leur consommation d'énergie et surtout 76 % n'ont pas d'idées précises des réductions possibles qu'elles pourraient réaliser. Si la « maturité énergétique » des IAA n'est pas complètement nulle, c'est parce que des actions ont été finalisées. Ainsi, 82 % effectuent un suivi de leur

REPERES

Selon l'agence nationale de l'environnement, l'industrie peut augmenter son efficacité énergétique de 18 à 26 %.

consommation, 74 % ont déjà réalisé un audit de leurs efforts de réduction et 87 % ont mis en œuvre au moins une action d'efficacité énergétique. « *En fait, dans leur façon de procéder, les industriels sont plus opportunistes que volontaristes*, note Jean-Pierre Riche. *Ils décident de remplacer une chaudière quand celle-ci tombe en panne ou évolue avec la législation comme dans le cas du R22* ».

Si les industriels sont si frileux, c'est avant tout une question d'argent. Pour 68 % d'entre eux les freins de mise en œuvre sont économiques. Pourtant pour Jean-Pierre Riche : « *La moitié des économies sont possibles sans mettre d'argent sur la table. Ajoutant : On peut gagner 15 à 20 % d'efficacité énergétique sans investissement particulier en s'inspirant du lean manufacturing* ». En traquant les petites économies, pour en faire des plus grosses. Une véritable démarche d'amélioration continue appliquée à l'environnement « *qui permettra à ceux qui vont bouger en premier d'avoir un véritable avantage technologique sur la concurrence* », conclut Jean-Pierre Riche. ●

A.-K. MOUSSET



TROIS QUESTIONS A

Jean-Pierre Riche, président du cabinet Okavango

Quels sont actuellement les principaux leviers utilisés par les IAA en matière d'efficacité énergétique ?

Quasiment tous les industriels ont été volontaristes sur un domaine : l'éclairage ! Et pourtant ce type d'engagement financier représente un retour sur investissement très long. Ensuite, les principaux investissements se situent dans des groupes froids.

L'agroalimentaire est-il un gros consommateur d'énergie ?

Avec 8 % des consommations de l'industrie, les IAA se situent au troisième rang derrière les énergivores : les métaux et la chimie qui représentent respectivement 28 et 21 % des consommations de l'industrie.

L'agroalimentaire est-il en avance ou en retard ?

Le secteur est quand même un peu à la traîne. La chimie et la sidérurgie ont une dizaine voire une quinzaine d'années d'avance en matière de réflexion sur l'efficacité énergétique. Dans ces deux secteurs, la conception même des unités, du process est réalisée bien en amont. L'aspect revalorisation des énergies dispersées y est très étudié. Ces réflexions existent encore peu dans l'agroalimentaire. ●

Le paradoxe de l'énergie

Une prise de conscience mais des initiatives désordonnées

82% effectuent un suivi des données de consommation mais 40 % ont le sentiment de ne pas bien maîtriser leur consommation



74% ont réalisé un audit concernant leurs efforts de réduction mais 33 % ne mettent pas en place les recommandations

87% ont déjà mis en œuvre des actions d'efficacité énergétique mais 76 % n'ont pas d'idée précise des réductions possibles qu'elles pourraient réaliser